

L'ÉVOLUTION MANAGÉRIALE DU CAMEROUN ENTRE 1982 ET 2020 OU LE PARADOXE DE L'APPLICATION DU DISCOURS DE LA RIGUEUR ET DE LA MORALISATION

Richard Désiré EBELE ONANA

E-mail: ebeleonana@gmail.com

Résumé

Le début des années 1980 au Cameroun a été marqué par le changement à la tête de l'État. Faisant suite à la démission de l'ancien Chef de l'État, le pays va connaître un nouveau Président de la République aux ambitions nobles. Des ambitions qui voulaient faire du Cameroun un pays prospère avec comme matrice essentielle, une politique managériale basée sur la rigueur et la moralisation. Cette nouvelle politique s'est heurtée à certains éléments réfractaires au nouveau management de l'État comme le relâchement dans le ton et le discours présidentiels de lutte contre la corruption, la personnalisation de l'État par le Chef lui-même, la politisation de l'administration publique, l'affaiblissement et la paupérisation de l'État et des populations par les politiques des Institutions financières Internationales à travers l'application des politiques d'ajustement structurel (PAS). Ces éléments contre la politique de la rigueur et de la moralisation ont conduit à l'aggravation de la corruption qui tend à devenir dans l'imaginaire populaire des camerounais un phénomène presque légitime et normal.

Mots clés : évolution managériale, paradoxe, discours, rigueur, moralisation.

Abstract:

The early 1980s in Cameroon were marked by the change at the top of the State. Following the resignation of the former Head of State, the country henceforth has a new President of the Republic with noble ambitions. His ambitiousness aimed at turning Cameroon into a prosperous country with a managerial policy based on rigor and moralization as essential matrix. This new policy is being jeopardized by certain elements resistant to the new State management, namely the weakening of the presidential tone and discourse on the fight against corruption, the personalization of the State by the Head himself, the politicization of public administration, the declining and impoverishment of State and populations via International Financial Institutions policies through the implementation of structural adjustment policies (SAPs). These elements against the policy of rigour and moralization have aggravated corruption which happens to be considered by Cameroonians as a quite legitimate and normal phenomenon.

Keywords: managerial evolution, paradox, discourse, rigour, moralization.

INTRODUCTION

L'entame des années 1980 au Cameroun fut marquée par l'énonciation d'un nouveau discours porteur d'espoir et d'épanouissement pour les populations camerounaises. Officiellement investi du pouvoir le 06 novembre 1982, le nouveau Président de la République va marquer sa présence comme Chef de l'État en s'inscrivant dans une dynamique nouvelle, celle d'un changement acharné des comportements axés sur la lutte contre la corruption et les maux qui ont miné l'évolution de la société camerounaise, et qui allaient à l'encontre des exigences de la bonne gouvernance et du développement. Son discours d'investiture va donner le ton de sa nouvelle politique.

Ainsi, pendant ce discours le nouveau Président de la République va marquer l'histoire en inscrivant son action dans la dynamique de la « *Rigueur et de la Moralisation* ». Son premier conseil ministériel tenu le 11 novembre 1982, va être une illustration parfaite de cette politique. Pendant la tenue de ce conseil, le Président de la République va s'adresser à ses membres du gouvernement en ces termes :

« *J'attends de vous de la rigueur dans la gestion de vos départements respectifs,... Vous devez veiller à ces exigences élémentaires du bon fonctionnement de l'administration que sont, la ponctualité, la présence au bureau, l'accomplissement rapide et parfait des tâches, l'accueil courtois et attentif du public, bref le dévouement à la chose publique et à la conscience professionnelle...J'attends aussi de vous une gestion saine et efficace des services et du patrimoine public, à travers une telle gestion, vous devez non seulement en donner l'exemple de votre comportement et de vos activités, mais également combattre ces maux dont la nation est à juste titre préoccupée et que le gouvernement s'est, avec fermeté et persévérance, engagé à enrayer : le tribalisme, le laxisme, l'affairisme, la fraude, l'enrichissement effréné et illicite, les détournements des deniers publics, la corruption, le gaspillage... » (Cameroun Tribune 1982 : 3).*

Dans sa dynamique discursive, accordant un entretien au journaliste Henri BANDOLO de regretté mémoire à la Cameroun Télévision (CTV) le 18 janvier 1983, et s'adressant au peuple camerounais lors du message à la nation le

31 décembre 1983, le Président de la République va placer son action sous le signe du « Renouveau », marqué par le sceau de deux concepts à savoir : la « *Rigueur* » et la « *Moralisation* » de la vie publique au Cameroun.

Une « *Rigueur* » qui pour lui, renvoyait à « *la rigueur dans la gestion des biens de l'État, à la persévérance dans l'effort, à la vigilance vis-à-vis des manœuvres et des actions internes ou externes de démocratisation, de démobilisation et de stabilisation* » (Biya 1983). Ces préoccupations de rigueur, de moralisation et d'éthique ont fait sensation au niveau de l'opinion publique nationale et internationale. Durant les premières années de son règne comme Président de la République du Cameroun, et dans tous ses discours, l'on constatera la récurrence de ces référents discursifs : « *Rigueur et Moralisation* ».

Pendant que le journaliste Henri BANDOLO attirait son attention lors de l'interview sur ce que pourrait devenir son slogan, le Président de la République avec véhémence, n'hésita pas à lui réitérer sa fidélité et son acharnement à conduire le pays sous l'action de la « *rigueur, de l'intégrité et de la moralisation* » qui pour lui, « *ne sont pas des préoccupations nouvelles* ». Pour cette fois, la rigueur impliquait selon le Président de la République, « *l'utilisation efficace des ressources humaines et matérielles, l'établissement des budgets réalistes, le recouvrement systématique des recettes et l'utilisation judicieuse des crédits* » (Biya 1983); et la moralisation des comportements quant à elle, précisait-il, « *... fait appel à l'honnêteté, à l'intégrité, à la probité, à la conscience professionnelle et au sens de la justice qui sont le gage d'une société saine, harmonieuse et solidaire. Elle sous-tend également une lutte permanente et accrue contre les maux qui nuisent à la santé économique et morale de notre société, tels le laxisme, l'affairisme, les fraudes, les détournements, la corruption, le favoritisme, le tribalisme et l'arbitraire* » (Biya 1983).

En plaçant son pouvoir sous le signe de la rigueur et de la moralisation, le Président de la République du Cameroun avait fait de ces concepts le socle même de sa politique managériale de l'État. Car conscient de l'existence d'un climat de détournement et de laisser-faire dans la manière de gérer la chose publique, il affirmait lui-même lors de l'interview accordée à Cameroun Tribune que : « *la rigueur, l'intégrité et la moralisation sont des facteurs de la maîtrise de l'œuvre de construction nationale dans toutes ses dimensions, politique, économique, sociale et morale* » (Kemmegne 2012 : 23). Le Cameroun se présentait désormais aux yeux de la communauté nationale et internationale, comme un pays à forte connotation morale. L'accession à la magistrature suprême de l'État du Cameroun du nouveau Président représentait pour le peuple, un espoir pour des meilleures conditions de vie et d'existence, avec plus de rigueur et de vigilance dans la gestion des ressources et de moralisation dans les comportements des citoyens.

Un trait qui peut être commun à toutes les idéologies du développement, qu'elles soient d'inspiration libérale ou d'inspiration socialiste, est celui d'assigner à l'État la responsabilité principale qui est celle du développement (Médard 1990 : 25). En l'absence d'un capitalisme indigène et d'une bourgeoisie nationale, c'est à l'État que revient non seulement l'initiative et la mise en œuvre, mais aussi la direction et la gestion du développement. On attend donc de l'État qu'il soit un véritable démiurge du développement (Médard 1990 : 25).

Au regard de ces discours et de la volonté affichée du Président de la République, l'opinion camerounaise, nourrie de nombreuses illusions, semble aujourd'hui désemparée par la situation de corruption rampante et galopante et des autres maux qui minent le pays. A observer le Cameroun de 1982 à 2020, son histoire et son actualité semblent être marquées par son inscription négative dans le « *temps du monde* » et dans les flux globaux, au point où la notion Cameroun tend à devenir une catégorie floue pourvue d'une insécurité épistémologique (Sindjoun 2002 : 9). En fait, si l'on s'en tient aux images projetées par les médias et à la vie quotidienne des Camerounais, la réalité de ce pays apparaît sans doute sombre et brutale (Ela 1998). Pour beaucoup d'ailleurs, cette corruption et ces maux tendent à être récupérés pour devenir un produit à vendre dans ce que Comdomines avait appelé le « *Grand Bazar de la charité* » (Ela 1994). De toute évidence, l'on peut en paraphrasant Samir Amin, dire que le Cameroun face à une situation de corruption qui l'inscrit dans une époque de désillusion (Amin 1989).

La simple condamnation morale de la corruption au Cameroun, ne peut pas suffire à forger la conviction de l'économiste politique quant à son impact négatif sur l'économie nationale et sur le développement du pays (Amin 1989). Pour ce dernier en effet, les membres d'une collectivité, en vivant ensemble, trouvent des avantages réciproques à collaborer à la création des richesses et à procéder à des échanges surtout dans un contexte multiethnique et multiculturel comme celui du Cameroun. Ils ne peuvent ainsi espérer vivre mieux qu'en vivant ensemble. Mais cette coopération exige qu'il y ait des règles notamment sous forme de droits, d'interdits, de normes, etc., auxquels chacun peut se référer. Ces règles et ces normes cimentent d'autant mieux la société qu'elles s'appliquent à toutes les personnes semblables dans des situations identiques. La vie en société offre ainsi aux participants des perspectives qui, sur la base des aspirations et des capacités de chacun, déterminent qui fait quoi et qui obtient quoi (Karamoko Kane 2009 : 121).

Comment comprendre qu'en contexte de rigueur et de moralisation au Cameroun, la corruption reste une réalité, une réalité galopante et en constante aggravation ? Quand on sait avec John Austin que « *dire c'est faire* » (Austin 1970), n'est-il pas possible de dire que la nouvelle politique prononcée par le Président de la République est

restées simplement un énoncé « *constatif* », car semble-t-il n'a produit aucun acte perlocutoire, et est restée loin d'un énoncé « *performatif* ». De ce fait, la problématique de l'inadéquation entre le dire et le faire se pose car, la nouvelle politique managériale n'a pas été incarnée dans le corps social.

Toutefois, plusieurs facteurs dans l'évolution historique du Cameroun peuvent expliquer la dynamique corromptive au mépris de la rigueur et de la moralisation. On peut se référer au relâchement dans le ton et les discours présidentiels, qui se sont accompagnés de la personnalisation politique de l'État, de la politisation de l'administration publique(I), de même que l'acceptation de fragilisation et la paupérisation des populations dans les mécanismes d'application des politiques des Institutions Financières Internationales (IFI)(II).

LE RELÂCHEMENT DANS LE TON ET LES DISCOURS PRÉSIDENTIELS, LA PERSONNALISATION DE L'ÉTAT ET LA POLITISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La vive prescription du Président de la République à ses concitoyens à une plus grande rectitude morale dans leurs pratiques quotidiennes a connu son apogée, voire son âge d'or jusqu'au début de l'année 1984 au sortir du coup d'État avorté. Cette nouvelle situation a laissé place au relâchement dans le ton et les discours du Chef de l'État, à la personnalisation de l'État et à la politisation de l'administration publique.

Le relâchement dans le ton et les discours présidentiels

Le nouveau discours présidentiel des années 1980 fut plein d'espoir pour le peuple. Il était devenu le slogan dans tous les discours du Chef de l'État à la nation et un moyen de communication. Cette rhétorique discursive a inspiré des révélations musicales chez certains artistes musiciens comme NGALE Jojo qui en 1983 avait chanté « *Rigueur et Moralisation* ». Dès 1984, le discours ambiant présidentiel va connaître une rupture de fidélisation au profit d'autres problématiques. Ce relâchement dans le discours, dans le ton et dans les actions va contribuer à faire renaître et ressurgir les maux et les démons qui devaient être combattus selon la nouvelle politique managériale du Chef de l'État. Au fur et à mesure que le ton, le discours sur la rigueur et la moralisation se dévalorisait et que des actions de sanction n'étaient pas entreprises, les comportements qui savaient la bonne gouvernance, gagnaient en intensité sur le terrain en s'amplifiant dans les champs politiques, administratifs et économiques; sous forme de fraudes, de favoritisme, de corruption, des détournements des deniers publics, de clientélisme, de népotisme, etc. De nombreux commis et agents de l'État, au lieu d'œuvrer pour l'intérêt général dans le cadre de l'exercice de leur fonction, vont plutôt se consacrer à la sauvegarde de leurs avantages et privilèges en utilisant ce que Habermas appelle la « *rationalité instrumentale* » (Habermas 1983), c'est-à-dire tout bénéfice que leurs actions pourraient leur procurer. Dès lors, la majorité des fonctionnaires, d'hommes d'affaires et des politiciens camerounais vont se retourner vers la recherche effrénée du gain au mépris de la nouvelle politique managériale du Cameroun axée sur la rigueur, la moralisation et la recherche du développement. Ainsi, avec ce relâchement, le déclin de la morale publique va devenir une évidence dans les administrations publiques et dans le champ politique camerounais, au point d'attirer l'attention de la communauté internationale et même des bailleurs de fonds internationaux.

Il a fallu la menace de la suppression des fonds liés à l'aide au développement des bailleurs de fonds internationaux, notamment le FMI et la Banque Mondiale, pour que le Président de la République se décide une fois de plus à agir contre ceux-là-mêmes qui se sont moqués de la fortune publique et des valeurs Républicaines en mettant en place des stratégies de lutte contre la corruption. C'est donc sous la pression de ces bailleurs de fonds que l'invocation du monisme de la rigueur et de la moralisation va une fois de plus se retrouver dans les énoncés discursifs du Président de la République.

L'accession à la magistrature suprême du nouveau Président de la République représentait pour le peuple, un espoir pour des meilleures conditions de vie et d'existence, avec plus de rigueur et de vigilance dans la gestion des ressources et de moralisation dans les comportements des citoyens. Cependant, lors de l'interview accordée au journaliste Éric Chindje en 1987 par le Président de la République, et à la question de savoir à quand les sanctions contre la corruption et les détournements des deniers publics dans la Fonction Publique? Contre toute attente, le Chef de l'État lui répondit en ces termes : « *où sont les preuves ?* ». Cette réponse inattendue, presque insipide, va stimuler les fonctionnaires, les agents de l'État et les travailleurs à aller vers plus de gabegie, vers plus de détournements et vers plus de corruption. Pendant que l'on s'évertuait à chercher les preuves, les comportements délictueux se multipliaient avec amplification dans l'administration publique et dans la société camerounaise.

Malgré le fait qu'à partir des années 1997, le discours fondateur de 1982 réapparaissait dans l'agenda du Chef de l'État, et qu'il redevenait pour lui l'une de ses préoccupations majeures dans sa politique gouvernementale, il faut reconnaître que son inaction, son refus de sévir pendant plus de deux décennies et la réponse donnée au journaliste Éric Chindjé, ont fortement contribué à la ruine de la gouvernance, de l'économie camerounaise et à l'échec de toute ambition de développement. Depuis la reprise du discours sur la rigueur et la moralisation, le Président de la République n'a eu de cesse de durcir le ton et de menacer de passer de la parole à l'acte. Toutefois, ces fléaux qui ont pris une large propension à l'immoralité et à la mentalité douteuse à travers l'interview de 1987, restent une réalité implacable, malgré les mises en garde de condamnations du Chef de l'État : « *il faut que cela cesse* » (Biya 2006). Les pouvoirs publics reconnaissent eux-mêmes que de nombreux défis restent à relever, dans les domaines de l'efficacité et de la transparence, de la gestion publique, de la lutte contre la corruption (Biya 2006).

Le constat de l'enracinement de la corruption se fait régulièrement par le Chef de l'État lui-même. Le 3 novembre 2004, lors de son discours de prestation de serment, il déclarait, « *la fraude et la corruption se sont malheureusement infiltrées dans l'Administration publique qui devrait pourtant servir d'exemple* » (Biya 2004). Le 31 décembre 2005, lors de son traditionnel message de nouvel an à la nation, il disait :

« *Je ne vois que deux facteurs qui pourraient ralentir notre marche en avant. Le premier tient à l'inefficacité de certaines administrations..., mais il ya plus grave, je veux parler de la corruption que j'ai souvent dénoncée, mais qui continue à sévir. Il ya évidemment une totale incompatibilité entre les efforts que nous déployons pour faire reculer la pauvreté et l'enrichissement scandaleux de quelques-uns. Le détournement des fonds publics se fait, faut – il le rappeler, au détriment de la communauté nationale* » (Cameroon Tribune 2006).

Le 31 décembre 2007, le Chef de l'État relevait encore : « *j'ai souvent parlé des obstacles qui se dressent sur la route du progrès et qui ont pour nom, inertie administrative, fuite devant les responsabilités, intérêts personnels, laxisme et j'en passe. Mais le plus redoutable par ses conséquences et par sa difficulté à l'extirper, est sans aucun doute la corruption qui compromet notre développement et nuit à l'image de notre pays* » (Cameroon Tribune 2008).

La personnalisation de l'État et la politisation de l'administration publique

La gestion de l'État au Cameroun ressemble de plus en plus à une gestion familiale au sens d'un « *État mou* », expression empruntée à Gunnar Myrdal et utilisée par Jean François Médard dans « *L'État sous-développé d'Afrique noire : clientélisme politique ou néopatrimonialisme ?* » (Médard 1982). La gestion de l'État au Cameroun s'apparente à une forme de domination personnelle dont la principale personne au cœur de tout est le Chef. Dans la gestion du Cameroun, tout semble être personnalisé, puisque le chef traite des affaires de l'État comme des choses, des « *propriétés privées* » (Médard 1990 : 26) personnelles. Cette personnalisation de l'État impacte sur l'administration publique qui va progressivement se politiser. La politisation de l'administration publique a encouragé des pratiques de clanisme, de népotisme, du tribalisme, de corruption, etc. Cette situation a laissé quelques traces vicieuses sur le comportement des agents de l'État, qui sont devenus irrespectueux de la réglementation en vigueur, des normes et des institutions. La conséquence de cette nouvelle aventure de l'administration publique fondée sur le Chef au Cameroun, est la prédation de l'économie nationale. L'observation des comportements de certains acteurs de la scène politico-administrative et économique, amène, à la suite de la lecture de Louis Sangaré, dans son ouvrage intitulé : *Les défis de la renaissance africaine au début du 21^e siècle. Du pouvoir patrimonial à la souveraineté collective*, à dire que le Chef politique, le Chef de l'État au Cameroun a fondé son pouvoir sur une cohorte d'officiels, d'amis, de fonctionnaires, de politiciens parfois sans éthique, sans compétence, des hommes d'affaires, des commerçants et des fidèles, proches du pouvoir ou au pouvoir en échange de récompenses ; au mépris de sa propre vision managériale, de la situation générale du pays, qui elle, se veut de plus en plus dramatique, voire chaotique (Ebele 2015). En paraphrasant Bertrand Badie, on peut dire que la stratégie du prince consiste généralement à s'approprier à partir de l'espace politique, les principales ressources que comptent les espaces sociaux privés. L'entourage, la bourgeoisie d'État, l'appareil politique s'alignent sur cette pratique (Badie 1992). Le pouvoir sur cette base se construit sur le mode communautaire, gère les rapports avec l'extérieur et devient le maître des ressources et d'un système dans lequel de nombreux fonctionnaires, souvent mal rémunérés, se rattrapent avec la corruption. L'habillage politique, qu'il soit idéologique ou paternaliste, importe peu, de même que le niveau de richesse ou de pauvreté. Dans les pays nantis des richesses naturelles comme le Cameroun, certaines pratiques sont privilégiées comme celles de la rente. Cette « *rente conforte la dépendance plutôt qu'elle ne l'efface* » (Badie 1992), et cette dépendance s'impose comme « *logique interactive sur le modèle clientéliste* » précise Bertrand Badie.

À la faveur de cette pratique politicienne au Cameroun, on peut se rendre compte que, la fidélité est difficilement due aux institutions de l'État, mais qu'elle est plutôt due au leader politique au pouvoir. La fonction publique étant composée d'un certain nombre de personnes parfois sans compétence à la base, et nommées par les soins de ce dernier, qui manifestement, exercent leur fonction et leur autorité, non pas pour l'intérêt général du pays, mais au nom du leader qui les a fait nommer. Ces hommes et femmes convaincus du fait qu'ils détiennent leur pouvoir, leur statut, leur autorité, leurs richesses, non pas de la régulation des institutions, ni de leur capacité ou compétence, mais d'un homme dans le cadre d'un jeu qui se veut fondamentalement politique, privilégient souvent leurs intérêts particuliers. En récompense, toutes ces personnes font tout ce qui est en leur pouvoir, et utilisent tout pour sauvegarder avec vigueur, tout ce qui est favorable aux intérêts personnels du leader qu'ils incarnent. Ils utilisent tous les arguments, même erronées, pourvu que leur leader reste au pouvoir : motions de soutien, appels du peuple, modification de la constitution, intimidation, instrumentalisation politique, détournements des biens pour le fonctionnement du parti, dysfonctionnement des institutions chargées d'organiser les élections, corruption, etc. Le problème de l'État dans cette situation n'est plus celui de la recherche du développement économique et social ou politique (Médard 1982). L'énergie des élites politiques et administratives est absorbée par leurs efforts plus ou moins couronnés de succès pour durer et se maintenir au poste et au pouvoir (Médard 1982). La reproduction politique et sociale suppose une accumulation continue et non une gestion raisonnable et durable des ressources. La stabilité du pays est plus personnelle qu'institutionnelle.

Elle repose avant tout sur le sens politique du leader, et sur sa capacité à créer et à gérer une coalition autour de sa personne (Médard1982). Ainsi, au regard de ces différents points développés sur le plan politique, la corruption au Cameroun menace de devenir une condition permanente.

Le concept d'administration publique qui est d'ordre général, tend à perdre de sa signification et se confond parfois à un « *grand parti politique* » ou parti dominant. Wiener et al., à propos de l'administration publique, estiment que « *sa raison d'être est de travailler non pas pour elle-même, mais pour l'ensemble des citoyens, usagers des services publics* » (Ngo Binam2009 : 5). Ainsi, au-delà de toute autre fonction, l'Administration Publique camerounaise trouve en grande partie son sens dans le fait qu'elle pourvoit directement à des services d'intérêt général, dans le but de promouvoir le bien-être collectif. À cet effet, elle se positionne par là même comme ce fournisseur de prestations dont dépendent les conditions de vie de la population (Ngo Binam2009 : 5). De plus, le Statut Général de la Fonction Publique, qui fixe les droits et obligations des fonctionnaires, permet de percevoir que l'administration publique camerounaise compte bel et bien sur un travail dévoué, efficace et efficient de ses acteurs pour s'accomplir. À ce propos, diverses missions leur sont assignées. La plus importante, au-delà de tous leurs devoirs, étant d'après l'article 36 (1) du statut de la fonction publique, que « *le fonctionnaire est tenu d'assurer personnellement le service public à lui confié et de s'y consacrer en toute circonstance avec diligence, probité, respect de la chose publique et sens de la responsabilité* » (Décret n^o 2000/87 2000).

Les éléments sus-cités définissent les attentes de l'administration publique envers ses employés et le caractère central du rôle du fonctionnaire au sein de cette institution. Cependant, l'image de l'Administration Publique du Cameroun sombre depuis quelques décennies, du fait de son caractère tracassier (Bernier et Simard 1992 : 86). Un regard porté sur le quotidien du contribuable, permet de comprendre qu'affronter l'administration publique camerounaise, et particulièrement ses agents, relève d'un « *parcours du combattant* ». De nombreux maux sont attribués à ceux-ci : inactivité, lenteur dans l'activité, absentéisme, discourtoisie, irresponsabilité, etc. NdongSoumhet, dans cette optique relève que « *le sentiment de responsabilité est loin d'être la chose la mieux partagée au sein de la collectivité des agents publics* », qui se préoccupent peu d'avoir des comportements professionnels, des performances et des résultats (Amamaet al. 2003 : 63). L'administration publique camerounaise se distingue désormais par des clichés qui en donnent une image peu attractive, notamment sur l'humeur peu aimable de l'agent public, le traitement sinueux et la lenteur des dossiers, les comportements discriminatoires de favoritisme et de tribalisme.

Les fonctions officielles d'ordre administratif, sont souvent détournées pour servir les intérêts particuliers, soit du leader politique, soit du groupe, soit des intérêts personnels. Les moyens qui doivent servir au fonctionnement de l'État et de l'administration sont souvent mis à contribution pour servir les intérêts du politique, dans le cadre des compétitions électorales. De tels actes compromettent l'épanouissement des individus, de la démocratie, du développement économique et social. Pour ces derniers, ces comportements, au-delà de la corruption, sont la conséquence naturelle et logique de la préservation et de la conservation du pouvoir par un groupe (Sangaré2004). L'élite politique s'est transformée en aristocratie sans scrupule, et par la force de ses moyens, exerce un contrôle policier sur les populations et l'autorité patrimoniale sur les nationaux. La richesse des élites d'origine parfois douteuse, ne provient toujours pas de leur performance dans la création des richesses, des biens et des services, mais le plus souvent, des récompenses aux différents services rendus à la politique (Sangaré2004). Désormais, la lutte pour le pouvoir se présente comme un moyen de faire partie de l'aristocratie politique. La politique s'est ainsi muée non seulement en clientélisme, mais aussi en pillage des biens publics et en prise de décision pour choisir à qui reviendra une partie de ces biens publics. Ce qui fait perdre le sens des institutions, le sens de l'État et le sens de l'intérêt national (Sangaré2004).

Les conséquences de cette gestion sont remarquables par l'insuffisance des résultats sur les plans économiques et sociaux. L'administration publique est tout simplement devenue un faire-valoir et un simple instrument de reproduction au service de la politique et des intérêts égoïstes de ces agents. Le recrutement des fonctionnaires et leur promotion sont rarement soumis à des critères objectifs. Les postes sont affectés en récompense des services rendus à la politique, ou alors, ils sont distribués aux membres de la communauté politique, de la famille, du groupe d'amis, ou à des partisans proches du *prince*. Cette gestion piétine les principes élémentaires de la démocratie, de l'efficacité, de l'efficacéité et de l'objectivité. Désormais, on se retrouve devant une application douteuse des lois et, de plus en plus, des services publics qui périssent et perdent de leur crédibilité (Sangaré2004).

L'Administration publique devrait incarner en pratique l'État, dans la mise en œuvre de sa politique générale à travers son rôle qui consiste à commander, à agir en son nom et à rendre son pouvoir et sa présence tangibles. Cet organe, chargé d'assumer et d'assurer les fonctions dévolues à l'État, semble avoir failli. L'administration publique qui devrait symboliser l'unité sociale, incarner l'intérêt général, et qui est conçue comme l'expression de l'identité collective, s'est progressivement transformée en identité individuelle. L'administration publique dont le rôle est de prendre en charge l'ajustement des comportements, refléter les besoins sociaux et mettre en œuvre un ensemble d'activités, pour répondre efficacement à la demande sociale, semble avoir échoué.

L'administration publique Camerounaise est à l'image de l'État : inarticulée à la société nationale et internationale, impuissante devant les besoins exprimés par les populations, incapable de s'ajuster aux règles de la modernité, dans un contexte mondial de compétition pour l'efficacité et la qualité. Cette administration semble avoir opté pour un ensemble de maux, qui empêche le pays de prendre conscience de ses potentialités.

Au regard des éléments qui ont retenu notre explication dans le cadre de cette partie, il a été établi que le relâchement du discours et du ton présidentiel de la rigueur et de la moralisation, la personnalisation et la politisation de l'administration publique, contribuent de manière fondamentale à l'assise corrompue et à la mauvaise gouvernance au Cameroun.

L'ACCEPTATION DE LA FRAGILISATION DE L'ÉTAT ET DE LA PAUPÉRISATION DES POPULATIONS AU GRÉ DES POLITIQUES MENÉES PAR LES IFI

Le discours portant sur la rigueur et la moralisation a pris un sérieux coup avec l'acceptation et l'application des politiques menées par les IFI au Cameroun. Le diagnostic posé par ces dernières sur les économies africaines en général, et sur celle de l'économie Camerounaise en particulier, était que l'État était le principal responsable de cette situation de crise, du fait de son poids exorbitant dans l'économie (TounaMama2006). La solution pour sortir de cette crise passait par la mise à mort de ce dernier, ou à tout le moins, par sa réduction à sa plus simple expression dans les affaires économiques (TounaMama 2006). Pendant presque trois décennies, l'on a assisté à ce qu'on pourrait appeler « *la dictature de la pensée unique de Washington* » qui dans son ambition libérale, faisait du marché un paradis sur terre et l'État un enfer (TounaMama 2006). Avec la mise en vacance de l'État, l'on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que les résultats de ces politiques libérales ont systématiquement affaibli la capacité productive de l'État, et ont conduit le Cameroun à sa désarticulation socioéconomique (TounaMama 2006). Un fait non négligeable de ces politiques a été l'essoufflement des secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Face à la chute des cours des principaux produits d'exportation, et face au resserrement conséquent de la contrainte budgétaire, les pouvoirs publics se sont vus obligés de réduire les dépenses publiques et d'abandonner les secteurs productifs et sociaux clefs. Dès cet instant, la pauvreté s'est généralisée en milieu urbain pendant qu'elle s'est approfondie en zones rurales (PNUD 2006).

La fragilisation de l'État et la paupérisation des populations

La corruption existe dans toutes les sociétés du monde depuis des temps immémoriaux et le Cameroun n'en fait pas exception. Cependant les observateurs avertis de la société camerounaise s'accordent à penser que ce serpent de mer a pris des proportions alarmantes et inquiétantes avec l'avènement des politiques prônées par les IFI. L'application des PAS a consacré le désengagement de l'État du secteur productif, la compression de certains fonctionnaires, de certains personnels et agents de l'État, qui se sont retrouvés subitement sans travail et sans autres moyens de reconversion ; la réduction des salaires des fonctionnaires et agents de l'État en 1993, couronnée en 1994 par la dévaluation de la monnaie locale de 50%. En termes réels, les fonctionnaires ont perdu près de 70% de leurs revenus sans que des mesures d'accompagnement soient mises en place (Ebele 2015).

Le désengagement de l'État du secteur productif

Avec le désengagement de l'État du secteur productif suite à la volonté des IFI, les indices du secteur productif se sont progressivement dégradés en plus d'être déficitaires. L'agriculture est devenue peu productive et incapable de nourrir désormais les populations, et de satisfaire la demande du marché national et international. Le secteur industriel quant à lui, s'est désagrégé et est demeuré insuffisamment intégré. Le secteur des services a continué à donner l'impression de se développer, alors qu'en réalité il s'est simplement concentré autour des activités purement commerciales, activités qui n'ont pas une grande incidence sur la création de grande valeur ajoutée. Toutes choses qui ont conduit le Cameroun à un tissu économique très extraverti et exposé à la volatilité des cours mondiaux des produits d'exportation primaires.

Au lendemain des indépendances, la politique économique du Cameroun avait accordé une place particulière au secteur agricole. Ainsi, l'agriculture camerounaise était devenue la principale source pourvoyeuse des devises nécessaires à la construction de la jeune nation. Le Cameroun de cette époque comptait alors parmi les plus grands producteurs de cacao, de café, de banane, etc., en Afrique et dans le monde. Pour promouvoir une bonne production de cette richesse, l'État avait mis sur pied des structures d'encadrement des agriculteurs et de régulation des prix qui ont fonctionné jusqu'au milieu des années 1980 (Bindjouli2006 : 84). Le Cameroun fut alors à cette époque classé comme le deuxième plus grand producteur mondial de cacao après la Côte d'Ivoire. Le fonctionnement de ces structures bien que perfectibles, permettait au Cameroun de produire une bonne partie des devises dont avait besoin la jeune nation. L'agriculture était d'ailleurs assimilée à l'« *or vert* » (Bindjouli 2006 : 84) pour les populations. Cette agriculture a contribué de manière significative, au financement de l'ensemble des grands projets de développement et la construction du pays. Au cours de la même période, le Cameroun a vu son PIB croître d'année en année, ce qui lui avait valu d'être classé parmi les pays en voie de développement (Bindjouli 2006 : 84). Vers le milieu des années 1980, avec l'application des politiques décidées à Bretton Wood, les dirigeants camerounais seront obligés de se désengager du secteur productif, en espérant permettre plus d'émulation au travail, et en croyant rendre aux agriculteurs le fruit de leur travail,

comme le stipulait la politique de Brettons Wood (Bindjouli 2006 : 84). La politique agricole, dont les grandes lignes étaient dessinées dans les plans quinquennaux de développement, était mise en œuvre par les ministères techniques, notamment le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Pêches et des Industries Animales, qui se déployaient à travers le pays par leurs délégations provinciales et départementales ; et par des structures spécialisées telles que l'ONCPB, la SODECAO, la SODECOTON, la SODEBLE, la SEMRY, la CDC, la SOCAPALM, le FONADER, et autres sociétés de développement, ainsi que par les coopératives. Cette politique agricole, sans être parfaite, permettait à l'agriculture de contribuer substantiellement à l'évolution économique du pays, de nourrir son Homme et de tendre vers l'autosuffisance alimentaire. Mais depuis le milieu des années 1980 sous la pression des IFI, l'agriculture camerounaise va être abandonnée par les pouvoirs publics.

Dans la mise en œuvre de son désengagement du secteur productif, le Cameroun va abandonner les programmes annuels d'entretien phytosanitaire des plantations par des fongicides et des pesticides gratuitement fournis par l'État ; les fournitures d'engrais et des semences aux agriculteurs ; la stabilité des prix garanties par les structures étatiques ; les programmes de formation des agriculteurs (Bindjouli 2006 : 84) ; l'entretien des pistes rurales qui servaient d'écoulement des produits sur les marchés.

Cette situation de manque de soutien à l'agriculture et son abandon par les pouvoirs publics, a mis en péril toute l'économie parallèle qui s'était créée et développée autour des campagnes des ventes de cacao, de café et autres produits agricoles. La considération de l'État sur le secteur agricole est très vite devenue celle d'un secteur économique comme les autres, qui devait subir les règles du marché sans une protection particulière (Bindjouli 2006 : 84). Ce désengagement a conduit le secteur agricole dans une phase de dégénérescence, et le secteur a entraîné dans sa dégringolade, toute l'économie de la nation, en laissant les populations rurales abandonnées à elles-mêmes sans possibilité de trouver une activité de substitution ou alternative (Bindjouli 2006 : 84).

Jeanneney dans son ouvrage intitulé *Pour un nouveau protectionnisme* paru en 1978, affirmait que la condition de tout mieux-être et d'un certain degré d'indépendance pour les Pays en Voie de Développement, est de produire eux-mêmes assez d'aliments pour bien nourrir leurs populations. Cette conditionnalité impose aux États sous-développés une croissance annuelle de l'agriculture supérieure ou égale à l'évolution de la démographie (Guillaumont 1990). Pourtant, en observant la réalité camerounaise sous ajustement structurel, en matière d'agriculture, la production est devenue médiocre et inquiétante, parce qu'en nette régression (PNUD 2006 : 34).

Au lendemain de l'indépendance, la stratégie de l'industrialisation était au cœur de la planification économique du Cameroun. Son objectif premier était de garantir l'autonomie économique nationale, par la création d'une capacité industrielle de substitution aux importations et de transformation, pour l'exportation hors du continent des produits agricoles et miniers (Bikoué 2010 : 103). Avec l'avènement des politiques d'ajustement structurel, la stratégie de développement par l'industrialisation a été presque remise en cause. L'économie du Cameroun se caractérisant désormais par un très faible niveau d'industrialisation. Cette situation a contribué à maintenir le pays dans une situation de forte dépendance externe vis-à-vis des produits manufacturés, nécessaires à la consommation des ménages. Le secteur industriel qui est aujourd'hui presque inexistant, ne peut plus permettre les effets escomptés sur l'emploi et la consommation des ménages. Relativement aux échanges, on relèvera qu'une part non négligeable de la production nationale reste destinée aux marchés extérieurs dont les canaux de distribution et les procédures de fixation des prix échappent aux nationaux. En fait, l'économie camerounaise n'a connu une réelle santé qu'au cours de la période ayant précédé le milieu des années 1980, avec des taux de croissance essentiellement positifs (TounaMama 2008).

L'espoir placé dans la grande industrie comme dans les pôles industriels a été déçu au Cameroun avec l'application des programmes d'ajustement structurel. Qu'il s'agisse d'ensembles sidérurgiques et chimiques ou des complexes mécaniques, ils n'ont pas réussi à faire la preuve de leur capacité d'impulsion de la croissance et du développement (Judet 2010 : 107). L'inefficacité de l'industrie camerounaise a augmenté avec l'intensité des qualifications qu'exige la mise en place des installations. Avec l'application des PAS, le Cameroun sur le plan industriel est resté fortement tributaire des importations d'intrants, de pièces détachées et d'équipements, et cette situation perdure (Bikoué 2010 : 10). Les liens avec l'économie locale sont restés limités aux matières premières, alors que les pièces détachées et les biens intermédiaires, les services techniques et de conseil, comme les technologies ont continué d'être largement importés. Lorsque les cours des produits de base ont chuté, que les rentes ont été amenuisées et que les coûts de l'énergie ont augmenté, la vulnérabilité de la stratégie industrielle s'est avérée cruelle pour les populations.

Par suite de cette forte dépendance aux intrants importés, en raison du surdimensionnement des unités, de leur inadaptation aux évolutions technologiques et du marché, et d'une politique d'endettement inconsidérée, le secteur industriel camerounais a presque fait faillite, ce qui a conduit au licenciement massif des employés qui ont retrouvé le chômage. Le manque d'entretien et des pièces détachées par les autorités en charge des entreprises manufacturières a entraîné la dégradation des installations. En plus, avec la contraction de la demande interne par suite de la baisse des revenus et des mesures de stabilisation, on a donc assisté à un processus de désindustrialisation, caractérisé par une baisse des indices de la production industrielle.

Les privatisations, les baisses des salaires et les dégraissages des effectifs de la fonction publique.

Pour atteindre les objectifs envisagés dans le cadre de son accord avec les IFI, le Cameroun va se laisser, non pas accompagner, mais dicter et diriger selon la volonté des Institutions de Brettons Wood que sont la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. C'est ainsi qu'il lui sera demandé de remplir une série d'obligations ou de conditionnalités telle que cela avait été envisagé et arrêté lors du consensus de Washington à la suite de Williamson. Entre 1988 et 2003, le Cameroun devait se conformer aux conditions exigées par les Institutions Financières Internationales (IFI). Ces conditionnalités imposées par les IFI aux pays d'Afrique, et principalement au Cameroun se traduiront par la promotion des politiques macroéconomiques restrictives telles que les privatisations, les baisses de salaires, les dégraissages et par une ouverture croissante des économies à la libre concurrence, et surtout par un renforcement de la pauvreté et du sous-développement.

Les licenciements massifs dans le cadre des dégraissages gouvernementaux, sans autre possibilité de reconversion, ont augmenté de manière sensible le taux de chômage et de diplômés sans emplois. Ils ont favorisé le travail au noir et en sous-emploi. La fermeture des entreprises locales à cause de la concurrence étrangère, a eu pour conséquence le retour de la misère dans de nombreuses familles. La réduction du secteur public et l'écroulement des secteurs à haut niveau d'emploi ont sérieusement affaibli la position du travailleur. Le niveau de l'emploi a diminué et ce dernier est devenu plus précaire. Le chômage s'est accru, le sous-emploi est devenu le modèle d'occupation des travailleurs au Cameroun (Bindjouli2016).

La diminution des salaires réels de près de 70% a permis, la détérioration du pouvoir d'achat d'environ 80%. Le caractère inéquitable de la répartition des revenus s'est accru et la flexibilité du travail a réduit les droits de travailleurs, en même temps qu'elle a ébranlé l'action des syndicats. De nombreuses entreprises ont été privatisées sans régulation adéquate. L'approche essentiellement comptable et affairiste de la Banque Mondiale et du FMI a aggravé l'incapacité du pays à engendrer de l'emploi. Cette approche a conduit au tarissement des ressources financières et à l'appauvrissement de la population. Ces politiques menées par les IFI ont largement contribué à fragiliser les groupes sociaux les plus vulnérables, ont accru les distances sociales et la pauvreté (SAPRIN 2003).

L'investissement public sacrifié

Le comportement de l'investissement principal, facteur de la croissance économique en Afrique et principalement au Cameroun, a été pendant longtemps d'un intérêt pour les décideurs politiques. En tant que composante essentielle de la demande agrégée, l'investissement joue un rôle crucial dans les modèles de croissance économique, et ses fluctuations ont des effets considérables sur l'activité et la croissance économique à long terme. En effet, avec la présence des politiques menées par les IFI durant ces trente dernières années au Cameroun, le pays n'a pas pu maintenir ou augmenter son taux d'investissement (Fambon&Tach, 2008 : 49). Si la nécessité d'accroître l'investissement public, de promouvoir le développement du secteur privé, ainsi que sa composante dans l'investissement total, se présente comme une mesure adéquate pour relancer la croissance à long terme fait l'unanimité, on peut dire que dans le comportement de l'économie camerounaise, l'investissement public a été évincé, sapé et sacrifié durant les trente dernières années (Touna Mama & Kamgnia-Dia 2000). L'investissement a enregistré une sévère dépression au Cameroun et sa proportion a chuté de 20% en moyenne annuelle (Fambon&Tach, 2008 : 49). Entre 1987 et 2008, le taux d'investissement a baissé régulièrement, en liaison avec la baisse de l'épargne nationale dont le taux était tombé de 38,5% du PIB à 11,3% du PNB. Toutefois, à la suite de la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994, on a observé une amélioration sensible de la majorité des indicateurs macroéconomiques du pays, exception faite du taux d'investissement qui a continué à stagner : 15,3% en 1994, 14,5% en 1995, 13,9% en 1996, 14,4% en 1997 (Aerts et al. 2000) et (TounaMama 2008), 18,9% entre 2000 à 2002, 17,8% entre 2003 et 2007 et 18,1% en 2008 (MINEPAT 2009). Cette baisse de l'investissement pendant l'application des politiques des IFI a eu un impact négatif sur le Cameroun à travers le sacrifice et l'abandon des projets de développement de l'État. L'État ne pouvant plus investir, c'est-à-dire donner de l'emploi aux camerounais, ces derniers vont se lancer dans de nouvelles activités relevant de la débrouillardise, de l'emploi informel, de la corruption, etc.

La consécration et consolidation de la corruption comme gage de survie au mépris du discours de la rigueur et de la moralization

Devant la situation de pauvreté et de paupérisation des populations provoquée par la présence des PAS au Cameroun, il devenait important et nécessaire pour le peuple de continuer à vivre et à subvenir à leurs besoins les plus essentiels. Ces besoins qui se déclinaient principalement en termes de continuer :

- à payer le loyer qui lui n'avait pas baissé ;
- à envoyer les enfants à l'école pendant que cette dernière était devenue payante à tous les niveaux : primaire, secondaire et universitaire;
- à continuer à se vêtir pendant que l'inflation avait atteint son paroxysme ;
- à donner la ration alimentaire, alors même que les prix des denrées alimentaires avaient augmenté sur le marché à un rythme effréné.

Bref, pendant que le niveau de vie avait drastiquement baissé, le coût de vie lui, avait largement augmenté. Cette situation d'inconfort, fortement embarrassante a poussé les camerounais à de nouvelles pistes de réflexion, comme, comment trouver les moyens à nouveau pour arrondir les fins de mois et survivre.

Devant l'incertitude, l'instinct de survie, les camerounais dans leur immense majorité ont dû recourir à des moyens peu orthodoxes et à des solutions plus ou moins efficaces pour parvenir à leur fin, c'est-à-dire, résoudre les tâches quotidiennes les plus essentielles. Des réseaux de prébende, de clientélisme, de corruption et d'autres moyens cyniques pour arrondir les fins de mois vont naître, se tisser et vont se consolider au fil des années. La corruption est simplement passée du stade des solidarités au stade d'enjeux vitaux ou d'instinct de survie. Les mécanismes ainsi créés à ce propos tendent aujourd'hui à s'inscrire progressivement dans l'imaginaire des camerounais et à être reconnus et acceptés par tous comme légitime et normal, à tel point qu'en 1998 et 1999, l'ONG Transparency International avait classé le Cameroun comme double champion du monde, dans l'indice de perception de la corruption (IPC). Depuis lors, le Cameroun est demeuré parmi les pays les plus corrompus du monde.

Les agents publics et leurs intermédiaires vont à tous les niveaux désormais agir quotidiennement contre leurs devoirs et leurs charges, en utilisant ce que le commun des mortels, se référant au dictionnaire appelle la corruption (Karamoko 2009 : 18). Une bonne franche de fonctionnaires et des travailleurs ne vont désormais accomplir en effet, vis-à-vis du public les tâches qui, légalement leur incombent et pour lesquelles ils reçoivent un salaire devenu modique à la fin du mois, que contre une récompense à laquelle, le camerounais imaginaire a donné des appellations variées : « *le gombo* », « *la cola* », « *le tchoko* », « *le ndjangui* », « *le blé* », « *l'argent de la bière* », « *le cadeau pour madame* », etc. (Karamoko 2009 : 18). Cette nouvelle forme de corruption s'est ancrée dans les mœurs des camerounais, au point où ceux qui sont obligés de graisser les pattes des agents publics, ne cherchent même plus à ce que les choses se fassent discrètement et illégalement (Karamoko 2009 : 18). Ce comportement qui est devenu général dans la société camerounaise a pour conséquence de pousser les agents publics à ralentir volontairement leur travail chaque fois qu'ils n'ont rien reçu de l'usager (Ebele 2020). A cet effet, le phénomène de corruption va revêtir plusieurs formes dans l'administration camerounaise : distorsions dans les marchés publics, fraudes dans les administrations fiscales et douanières, racket administratif, trafic d'influence, népotisme, détournement de fonds, etc. Tous ces comportements prouvent que les politiques des IFI ont contribué à construire un nouvel imaginaire au Cameroun au mépris du discours présidentiel de la rigueur et de la moralisation : « arrondir les fins de mois » dans un État où la pauvreté et la misère sont devenues les lots quotidiens des populations.

Plus grave, ayant peur du lendemain et probablement des nouvelles vagues des PAS, certains camerounais à certains postes de responsabilité, vont se lancer à la recherche des moyens supplémentaires et des stocks pour eux-mêmes et pour leurs progénitures. Dès lors, on va assister à des détournements massifs des deniers publics dans les caisses de l'État, les caisses des entreprises publiques et parapubliques.

Malgré les différentes mises en garde du chef de l'État : « *il faut que cela cesse* », les auteurs de corruption « *vont rendre gorge* » ; malgré les différentes institutions mises sur pied pour la lutte contre la corruption (ANIF, CONAC, CONSUPE, Chambre des Comptes, TCS, etc.); malgré les condamnations administratives, pécuniaires et pénales des membres du gouvernement et assimilés, des hauts responsables, des agents de l'État, rien n'est fait. La corruption et les détournements des deniers publics vont de manière grandissante et croissante. Au mépris du code général de la fonction publique et de la déontologie administrative, les fonctionnaires, les travailleurs du secteur public vont devenir des prévaricateurs certains de la République. Il y'aura dans la fonction publique et les différentes administrations publiques, la montée en puissance d'une nouvelle forme d'hommes d'affaires aux sociétés écrans. En plus, les pourcentages connus et acceptés de tous seront institués dans les différents services financiers de l'État. Cette situation va fortement contribuer à réaliser des projets sur du papier, comme la route Ayos-Bonis, la construction de l'immeuble ministériel n°1 à Yaoundé, ou d'autres projets qui font des années entre étude de faisabilité et missions à l'étranger. Les marchés concernant les produits consommables appelés dans le jargon populaire « *4/9* » seront désormais la propriété des responsables administratifs. Les PAS vont tout connaître, sauf la croissance et le développement tant promis. Cependant, ils vont fortement contribuer et ce de manière négative à la vie des populations et celle de l'État : la montée en puissance de la pauvreté et surtout de la corruption tant décriée par le Président de la République.

Conclusion

La situation de corruption s'est généralisée au Cameroun sous le Renouveau en présence de la politique du Chef de l'État axée sur la rigueur et la moralisation. Cette situation paradoxale a empêché au pays d'accomplir des pas tangibles, réellement significatifs vers le développement, la lutte contre la pauvreté, la valorisation de ses ressources naturelles et leur transformation en produits consommables. Cette situation d'aggravation de la corruption découle de la manière dont les politiques, les administrateurs et les agents de l'État conduisent des affaires publiques et le bien collectif. La vérité laisse entrevoir que l'État au Cameroun a encensé la corruption et n'a pas été capable de valoriser ses richesses, pour faire face aux tâches les plus urgentes qu'imposent les besoins des populations et la mondialisation. Le peu qui est produit et valorisé est généralement mal géré par les autorités. Le comportement du prince, le changement dans le ton et le discours, le comportement de l'administration publique,

l'application des politiques des IFI ont concouru à des stratégies de développement économique et social inefficace ; à des simples bricolages ou des simples pilotages à vue. Cette mauvaise gouvernance consiste à mettre de coté la rigueur et la moralisation, à répartir les responsabilités publiques, les avantages politiques et matériels, non pas sur la base du mérite et de la compétence, mais sur la base de la parentèle, de la loyauté et de la fidélité au Chef. Ces pratiques participent à l'opacité la plus totale du fonctionnement des institutions, qui elles, sont prises en otage par des réseaux et lobbies de toutes sortes, qui dépossèdent les citoyens de leurs prérogatives naturelles et légitimes de contrôle démocratique de l'État. Ces caractéristiques de l'Etat au Cameroun tendent à donner raison aux tenants de l'afro-pessimisme, qui pensent que la gestion de l'Etat s'apparente plus, à la prédation qu'à la gestion du bien commun. Tout agent de l'État qui parvient à occuper une place importante dans l'administration est immédiatement sollicité et doit faire retomber les avantages sur le maximum de frères, d'amis et de camarades. Ces pratiques ont durablement cassé les ressorts économiques, sociaux, culturels et psychologiques du pays. Elles ont détruit l'économie, au point où les bailleurs de fonds, qui les avaient jusque-là encouragé et qui faisaient semblant de ne rien savoir, ont engagé contre elles une croisade mondiale sous le label de la «bonne gouvernance».

BIBLIOGRAPHIE

- Aerts Jean Joël : L'Économie camerounaise, un espoir évanoui, Kartala, Paris, 2000;
- Amin Samir : La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde, l'Harmattan, Paris, 1989;
- Austin John : Quand dire c'est faire, Seuil, Paris, 1970 ;
- Badie Bertrand : L'État Importé : l'Occidentalisation de l'ordre politique, Fayard, Paris, 1992;
- Bernier & Simard : *L'Administration publique*, Boréal, Montréal, 1992;
- Bindjouli Alain : L'Afrique noire face aux pièges de la mondialisation, plaidoyer pour une nouvelle politique, l'Harmattan, Paris, 2006;
- ElaJean Marc : L'Afrique et l'irruption des pauvres, société contre ingérence, pouvoir et argent, l'Harmattan, Paris, 1994;
- ElaJean Marc : Plaidoyer pour l'espoir, *Relations*, n° 640, 1998, pp 114-119;
- Fambon Samuel Et Tach : Conditions macroéconomiques et performance de l'investissement au Cameroun, in Bruno BekoloEbe, Touna Mama & Séraphin Magloire Fouda (dir) : Mondialisation, Exclusion et Développement Africain, Afrédit, Yaoundé, 2006, pp. 49-67 ;
- Guillaumont Sylviane Jeanneney : Pour un nouveau protectionnisme, Ecomica, Paris, Seuil, 1978;
- Habermas Jürgen : Morale et communication, Flammarion, Paris, 1983;
- Judet Pierre : *La Firme Multinationale*, une introduction économique, Ouvrières, Paris 1980 ;
- Karamoko Kane : La corruption des fonctionnaires africains : Comment sortir du système de capitulation générale, Clé, Yaoundé, 2009;
- Kemmegne Cyrille : Recueil de discours, Paul Biya parle au Cameroun, à l'Afrique et au Monde, SOPECAM, Yaoundé, 2012;
- Médard Jean François : L'État patrimonialisé, *Politique Africaine*, n° 39, septembre 1990, Karthala, Paris ;
- Médard Jean François : L'État sous-développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néopatrimonialisme ?, Centre d'Étude d'Afrique Noire, Institut d'Études politiques de Bordeaux, France, 1982;
- NdongSoumhetBenoit : Pour une nouvelle compréhension de la notion de responsabilité appliquée à la gestion des affaires publiques, in Amama (dir) : *20 propos sur l'Administration Publique Camerounaise*, Minfopra, Yaoundé, 2000 ;
- Ngo BinamBikoi Isis : Représentation sociale de l'administration publique camerounaise et faible implication organisationnelle des fonctionnaires, Diplôme d'Études en Sociologie politique, Université de Yaoundé 1, Décembre 2009 ;
- Sangaré Louis : Les défis de la renaissance africaine au début du 21^e siècle. Du pouvoir patrimonial à la souveraineté collective, l'Harmattan, Paris, 2004;
- SindjounLuc : Sociologie des relations internationales Africaines, Karthala, Paris, 2002;
- Touna Mama Et Kamgnia-Dia : L'ajustement structurel en Afrique : l'investissement sacrifié?, *Revue Africaine des sciences économiques et de gestion*, n°2, vol. II, juillet-décembre 2000 ;
- Touna Mama : pour la mort de l'État en Afrique : De quel État faut-il souhaiter la mort ? In Bruno BekoloEbe, Touna Mama & Séraphin Magloire Fouda (dir) : Mondialisation, Exclusion et développement Africain : stratégies des acteurs publics et privés, Afrédit, Yaoundé, 2006 pp. 453-463;
- TOUNA MAMA, L'Économie camerounaise, pour un nouveau départ, Afrédit, Yaoundé, 2008.